

# MONGONGO

Journal école de Kisangani

Bimensuel 18 mars 2011

N° 36

450 FC

## L'Assemblée provinciale tourne au ralenti

Depuis l'ouverture de la session parlementaire en janvier, l'Assemblée provinciale de la Province orientale tourne au ralenti : les élus démotivés sont souvent absents, des rapports importants traînent à être déposés, les moyens de fonctionnement font défaut.

En une semaine, quatre ministres viennent de répondre aux questions des députés sur le désordre dans la vente des produits pétroliers, la paie des fonctionnaires, le détournement des kits scolaires, les dons de la première dame... à l'Assemblée provinciale de la Province orientale. Le suivant est le gouverneur de province qui devra s'expliquer sur les conditions de la création de la Régie des travaux de la Province orientale (RTPO). Cette motion a été initiée par Dieudonné Apasa, élu de Watsa en Ituri, et adoptée le 7 mars, première séance où

faute de quorum. Après plusieurs appels à la responsabilité du président de l'Assemblée, les députés reprennent peu à peu les affaires en main.

Nombre d'entre eux étaient bloqués dans leurs circonscriptions, car les titres de voyage ne leur avaient pas été remis à temps. Certains étaient malades ou en mission. On note également le désintéressement d'autres. «Quand l'argent n'est pas là, il faut s'attendre aux ratés», estime J.M. Bondekwe, élu de Kisangani. Selon Paulin Odiane, élu du territoire de Rungu dans le District de Haut Uélé, après plusieurs vaines tentatives pour contrôler les actions du gouvernement, certains estiment qu'il n'y a plus rien à faire. «Si on y va pour légiférer sans contrôler, remarque René Sileki, vice-président de la société civile, ils estiment mieux s'occuper autrement».

### Pas de budget, pas de rapports

Mais la présence des députés ne suffit pas à faire avancer leur travail. «Depuis le début de cette session, on n'a reçu qu'un et un seul rapport des vacances parlementaires (rapport des préoccupations de la population que les députés élaborent au retour de leurs vacances, Ndlr)», constatait P. Masikini en plénière. Six rapports des commissions sont pourtant attendus, selon un communiqué du 22 février. Parmi ces rapports, celui de la commission mixte Ecofin/PAJ (Politique, administrative et juridique) sur l'interpellation de l'ancien maire. Pour Barthélemy Mayonga, président de la commission mixte, «les conclusions de l'interpellateur se trouvent encore au bureau d'études de la commission». Les rapports ayant trait aux édits sur l'exploitation forestière et la création d'un fonds pour la maintenance des forêts traînent encore. «Ne pas voter ces édits, c'est autoriser le désordre à perdurer et c'est la province qui perd», insiste Pascal Mombi, rapporteur de l'Assemblée.

Sans prime pour les membres des commissions, sans papiers pour les procès verbaux ou comptes rendus, sans application des recommandations issues des rapports, les députés se disent peu motivés à les déposer.

«Depuis les deux dernières sessions, l'assemblée n'a pas de budget pour fonctionner», affirme Jean Michel Bondekwe. Grande difficulté que reconnaît le Rapporteur. «On survit grâce aux interventions ponctuelles du gouvernement provincial», confie-t-il. La rémunération et les moyens pour fonctionner viennent du gouvernement central ; et depuis près d'un an, l'assemblée ne reçoit plus les frais de fonctionnement.

Cependant, «nous sommes les représentants d'un peuple qui nous regarde et qui réclamera des comptes» rappelle Pierre Claver Bedidjo, élu de Djugu en Ituri.

Trésor Boyongo



Le perchoir de l'Assemblée provinciale à Kisangani. © Mongongo. Photo d'archives

le quorum a été atteint avec 72 députés présents sur 96. «C'est la toute première plénière où presque tout le monde est là», notait Philippe Masikini, président de l'Assemblée provinciale. Dans sa motion d'information, Urbain Agenonga, élu de Mahagi en Ituri, a recommandé au bureau de faire respecter le règlement intérieur et de rappeler à l'ordre les députés absents des séances.

En effet, depuis la rentrée parlementaire, en janvier, l'Assemblée provinciale peine à fonctionner. Sur les 11 premières plénières convoquées, six ont été reportées

## Stop à la publicité pour les médicaments dans les médias

De nombreux tradipraticiens n'hésitent plus à payer des tranches d'émissions dans les médias où ils se vantent de guérir quantité de maladies au mépris de la loi. Les malades mal informés accourent mais certains en meurent...

Le 7 mars dernier, la Haute Autorité des Médias (HAM) a mis en garde les directeurs des programmes des radios et télévisions contre la diffusion des publicités des produits pharmaceutiques modernes et traditionnels. «Cessons de faire croire aux gens qu'ils seront guéris. Les responsables des programmes seront tenus pour responsables des conséquences de ce genre de messages», a martelé Benoît Kuda, coordonnateur de la HAM. «C'est contre la déontologie médicale», ajoute Alexis Dunia, coordonnateur adjoint de la HAM.

Depuis 2007, de nombreux cabinets de tradipraticiens ont vu le jour. Certains thérapeutes circulent aussi dans la rue en criant. D'autres étalent leurs médicaments traditionnels dans les carrefours et les marchés à même le sol. Des foules de gens les entourent et les

écoutent parler de l'efficacité de leurs produits. «Cette plante guérit l'impuissance sexuelle en quelques jours», lance l'un d'eux aux spectateurs qui l'entourent en face de dépôt Makayabo au marché central. Ces guérisseurs traditionnels viennent de Kinshasa, du nord et sud Kivu et des pays africains (Nigeria, Tanzanie). Ils promettent de guérir toutes sortes de maladie : «Cirrhose de foie, prostate, impuissance sexuelle, stérilité, hyper tension, diabète, cancer,

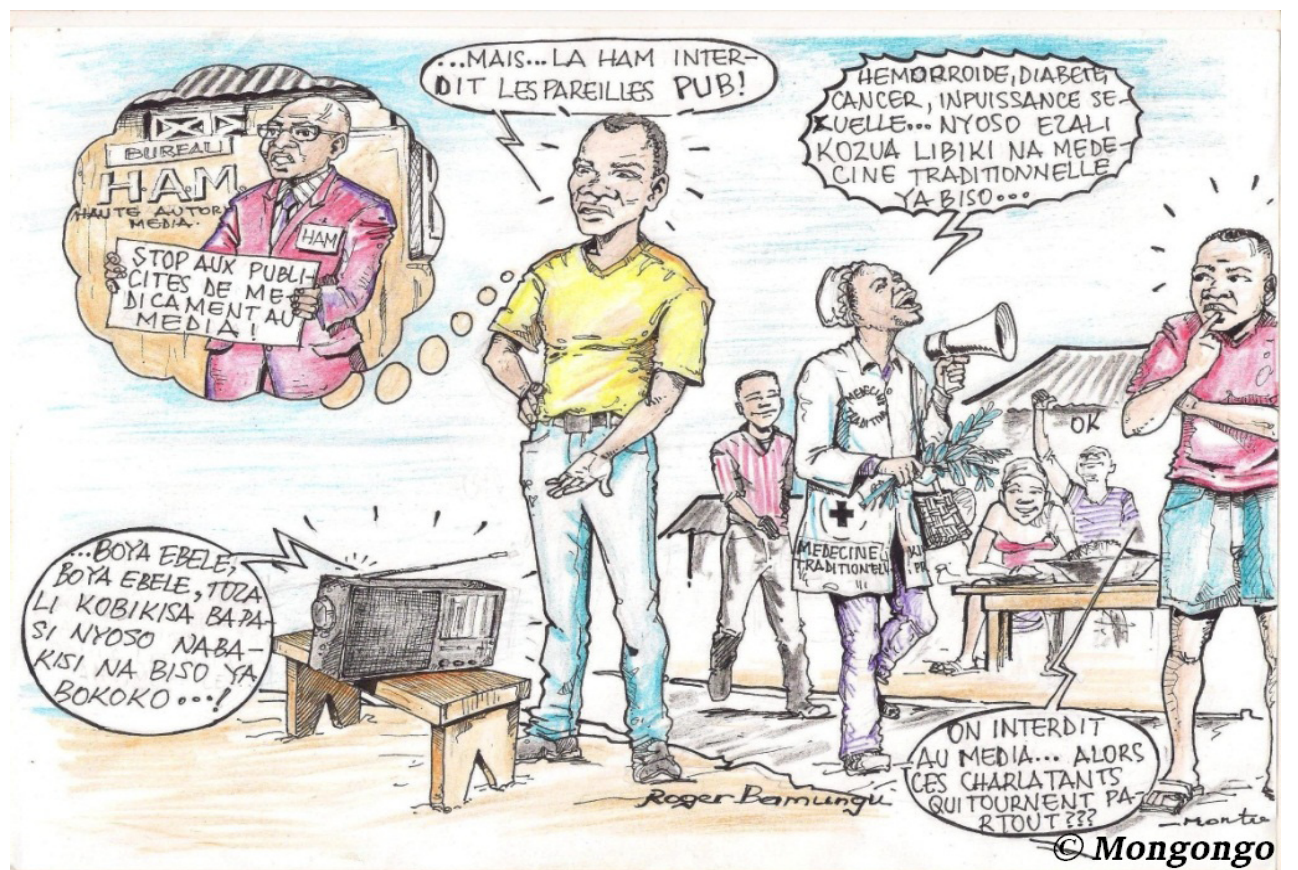
plaie incurable, sida...»

Pourtant, selon le code de déontologie des médecins traditionnels congolais de septembre 2006, «le tradipraticien doit s'abstenir du colportage et de la vente ambulatoire des médicaments traditionnels ; de toute publicité à caractère mercantile relative à l'efficacité de sa pratique et de ses remèdes ; d'exposer, mettre en vente, dispenser aux malades des produits mal conditionnés, mal étiquetés, dénaturés.

(suite à lire page 2)

### A LIRE EN PAGE...

- 1 - L'Assemblée provinciale tourne au ralenti  
- Stop à la publicité pour les médicaments dans les médias
- 2 - Les femmes affluent dans les centres d'alphabétisation  
- LA VILLE EN BREF
- 3 - Des monuments qui ne reflètent pas l'histoire de la ville  
- Des Pygmées essaient de vivre comme et avec les Bantus
- 4 - Mosala ezali kotambola na bolembu  
- Café-Pressé rapproche ....  
- ECHOS DE PROVINCE



# Les femmes affluent dans les centres d'alphabétisation

**Conscientes que leur rôle dans la société a changé, de nombreuses femmes et jeunes filles, qui ont abandonné les études ou n'ont pas eu la chance d'étudier se ruent dans les centres d'alphabétisation. Là, elles apprennent à lire, à écrire et un métier. Certaines réintègrent le système normal d'enseignement et poursuivent les études secondaires.**

**R**ester analphabète constitue un danger pour mon avenir», explique Agnès Bowa, finaliste au complexe Tuugane. Comme elle, de plus en plus des femmes affluent dans les centres d'alphabétisation, veulent savoir lire, écrire et apprendre un métier. «Nous encastrons 300 filles cette année, contre 218 l'année passée», témoigne Constantine Nduku, directrice du centre de promotion sociale du Complexe Tuugane dans la commune de Kabondo.

«Je sais lire, écrire et calculer. Après la formation je veux continuer les humanités», explique ainsi souriante J. L., une jeune maman de 20 ans, élève de niveau 1 au centre de promotion sociale de la commune Makiso. Elle a abandonné les études primaires en 3<sup>ème</sup> primaire en 1998 parce que ses parents ne payaient l'école que pour ses frères cadets. De nombreuses femmes et filles d'un âge avancé qui n'ont pas étudié s'alphabétisent aujourd'hui. Celles qui avaient interrompu les études, se rattrapent et d'autres apprennent la coupe et couture, la savonnerie, la pâtisserie, la cuisine... «Elles apprennent l'alphabet français,

le français texte, la calligraphie, le calcul...Un programme informel reconnu par l'Etat, pour leurs permettre de se rattraper et poursuivre les études secondaires ou des métiers», explique Richard Afifi, secrétaire à la division provinciale des Affaires sociales.

Les grossesses précoces, le mariage, les divorces des parents, la priorité accordée à l'éducation des garçons, le faible revenu des familles, la charge des travaux ménagers que cède la maman, l'influence négative des pairs, ne permettent pas aux filles d'étudier normalement. «A la mort de mon père en 2006, j'ai cessé d'étudier alors en quatrième primaire», explique B.K., une fille âgée de 15 ans, élève au centre de Makiso. W., elle, est fière d'apprendre la coupe et couture après avoir obtenu son certificat de fin d'étude primaire dans ce centre.

Aujourd'hui, les femmes luttent pour leur autonomie. Leur rôle dans le foyer n'est plus seulement dans la cuisine. Elles payent les études des enfants, nourrissent le ménage. Les mentalités évoluent. Certains maris encouragent leurs

femmes à étudier, des familles retardent le mariage de leur fille pour des raisons académiques.

## Des centres sans grands moyens

A côté de six centres de promotion sociale de l'Etat dirigés par la division des Affaires sociales dans chaque commune, des privés et des Ong en ont également créés. Pour les plus courageuses, ces centres permettent de réintégrer le système normal d'enseignement. Elles passent les examens de fin d'étude primaire (TENAFEP) pour poursuivre les études secondaires. «Sept ont réussi leur certificat l'année scolaire 2009 – 2010 sur 12 participantes», affirme Jean Noe Didime, secrétaire du centre promotion sociale de Mangobo. Mais ces centres manquent de matériels didactiques et de livres. «Nous en manquons et aussi de bancs. Mais les élèves sont motivées», souligne Sylvain Isemongo, directeur de centre de promotion sociale de la 10e Tshopo. Son collègue de Makiso reconnaît cependant que l'Unicef leur remet quelques documents.

**Trésor Mokiango**

## LA VILLE EN BREF

### Visite du président Joseph Kabila à Kisangani,

Au terme de son séjour du 4 au 8 mars, le chef de l'Etat a décidé la réhabilitation des cliniques universitaires. Travaux débutés le 17 mars 2011. Créé en 1954, cet hôpital est dans un état de délabrement très avancé. Deux enfants qui y étaient soignées depuis plus d'un mois ont été transférés à Kinshasa. Joseph Kabila a aussi visité certains axes routiers notamment Bafwasende, Banalia en réhabilitation...

Contrairement au passé, cette visite du chef de l'Etat n'a pas suscité un grand engouement. Seuls quelques motocyclistes et tolekistes ont parfois suivi son cortège lors de son passage dans certaines grandes artères de la ville.

### Le gouverneur visite le site de la cimenterie de la P.O

12 mars, après avoir réceptionné un autre lot de matériel pour la cimenterie de la Province Orientale (CIPOR) venu de Kinshasa, le gouverneur de province a visité le site où devrait être construite cette usine à 70 km de Kisangani, après 2 km de marche à pied. Nettoyé et préparé à plusieurs reprises sans que rien ne se fasse, ce site semble abandonné : des érosions et des herbes le rendent inaccessible en voiture.

L'autorité provinciale en a profité pour se rendre compte de la présence des barrières au PK23 sur l'axe Ituri, PK45 et 58 a Wanyarukula sur route Lubutu. Des chauffeurs interrogés par le gouverneur ont affirmé qu'ils subissent des tracasseries des éléments de la garde républicaine et de la police militaire en poste à ces différentes barrières. Le gouverneur a demandé à tous les services de quitter ces barrières, excepté le Fonds national d'entretien routier (FONER) et seulement à la barrière du PK 23.

### Epidémie de choléra

Samedi le 12 mars, le maire de la ville a confirmé qu'une épidémie de choléra déclarés depuis le 2 mars. Au 16 mars, on dénombre plus de 20 morts sur plus de 230 cas. La majorité dans les communes de Lubunga, de Kisangani et de Mangobo. Selon le médecin inspecteur provincial, la situation est loin d'être maîtrisée et le taux de décès est de 14%. Le maire de la ville, Augustin Osumaka, recommande à la population de se laver soigneusement les mains avant de préparer les aliments, avant de manger et après avoir été aux toilettes. Il est important aussi de bouillir l'eau de boisson, d'éviter de prendre l'eau en sachet et des aliments mal conservés, et de ne pas mettre les mains à la bouche après avoir touché le corps d'un malade. Le traitement est gratuit dans les hôpitaux généraux de références de Lubunga et de Kabondo. Mais les médicaments manquent pour faire face à l'ampleur de cette épidémie.

Le choléra se manifeste par une diarrhée accompagnée de vomissements et de déshydratation. Il est apparu dans la commune de Lubunga sur la rive gauche du fleuve la plus touchée avec plus de 140 cas. L'Institut national de recherche biologique basé à Kinshasa a confirmé la présence des bacilles de choléra dans les échantillons envoyés.

(suite de la une)

Il doit s'abstenir de mentir, et de faire des revendications frauduleuses, trompeuses, illusives, vantardes, extravagantes et trop sensationnelles sur ses médicaments».

### Publicités et meetings publics

Pour bien vendre leurs produits, certains n'hésitent pas de payer des tranches d'émissions sur les chaînes de télévision et radios. «Nous passons à la télévision pour atteindre toutes les couches de la population», explique un guérisseur.

Plusieurs astuces sont utilisées pour séduire la population. Des tradi-thérapeutes créent des cabinets où les gens payent la consultation comme à l'hôpital, ils exigent aux malades des examens médicaux passés dans les hôpitaux modernes, mettent les produits dans des flacons et leur attribuent des

noms. «Ils promettent de guérir même la stérilité, les règles douloureuses ce que les grands gynécologues ne réussissent pas», s'interroge très dubitative une dame devant la Banque Congolaise. Après les meetings, certains distribuent leurs cartes de visite, la liste des maladies qu'ils prétendent guérir. Les uns affirment hériter ces connaissances de leurs parents, d'autres sont formés localement dans les centres créés par les plus anciens.

### Des soins chers et pas rassurants

Mais leurs soins coûtent cher : 50\$ pour les règles douloureuses, 80\$ pour le diabète simple, 250\$ pour le diabète plus grave, 150 \$ pour la prostate... Le patient consomme les feuilles, utilisent les liquides pour purger. Mais les produits ne sont pas bien dosés quoiqu'en dise Mzée, qui exerce depuis 12 ans

et prétend guérir 80 maladies. Certaines maladies sont, en effet, quoiqu'on fasse, incurables comme le diabète ou le sida pour lesquelles des traitements sont nécessaires toute la vie. De nombreux témoignages de guérison annoncés dans les médias ne sont pas prouvés par la médecine moderne. Par contre, les hôpitaux affirment recevoir des patients qui se soignent par la médecine traditionnelle et qui sont agonisants «Ma grand-mère qui souffrait de diabète a perdu beaucoup d'argent chez ces gens mais elle est retournée à l'hôpital de référence d'Aru», témoigne un étudiant. En mars, un homme a même trouvé la mort après avoir pris les médicaments d'un tradi-praticien qui a pris la fuite.

**Hortense Basea**

### Un numéro de téléphone contre l'insécurité

Des patrouilles de la police et de l'armée sont désormais opérationnelles en ville pour lutter contre l'insécurité. Augustin Osumaka, maire de la ville conseille à tous les habitants de se munir de sa carte d'identité la nuit pour éviter d'être suspectée par les patrouilleurs. «Nous lançons un appel à la vigilance de la population et un numéro de téléphone 08 533 923 61 en cas d'urgence», déclare Georges Kamoni, bourgmestre de la commune Makiso.

Depuis quatre mois, en effet, de nombreux cas de vols à main armée, d'assassinats, d'agressions physiques et d'extorsions sont signalés dans la ville.

La peur et de multiples interrogations gagnent les habitants car parfois les personnes tuées ne présentent aucun signe de richesse. Les bourreaux n'ont rien emporté après le meurtre de la sentinelle de l'Institut de formation des cadres de l'enseignement primaire et secondaire (IFCEPS) le 30 novembre. Près de cinq sentinelles ont ainsi lâchement été tuées. D'autres morts sont jetés dans la rue loin du lieu du meurtre. Au bloc Motumbe au plateau Boyoma, certaines cases ont été incendiées la nuit par des inconnus. «Depuis décembre 2010, les gens ont peur de circuler aux environs de 22 heures sur la 10<sup>ème</sup> avenue Tshopo, vers l'orphelinat et la paroisse Christ Roi de Mangaobo, vers Simi Simi», témoigne un acteur de la société civile dont les membres ont interpellé le maire de la ville.

Selon Jean Paul Lusamba, procureur près le tribunal de grande instance, un seul dossier a été transmis au tribunal. Des enquêtes sont en cours pour identifier les auteurs de ces crimes. De son côté, Jean Baptiste Kumbu, auditeur militaire de garnison signale l'arrestation le 17 février d'un militaire en tenue civile à Mangobo pour violation de consigne.

**Gabriel Famba**

### Un seul passager par moto

Depuis début janvier, le Groupe mobile d'intervention (GMI) organise des patrouilles nocturnes pour traquer tous les motards qui transportent plus d'une personne. «Ces patrouilles commencent après 22 h», souligne le maire de la ville. En effet, selon la police, certains voleurs se font passer pour des taximen ou les utilisent pour opérer. «La plupart de malfrats appréhendés lors de ces rondes opèrent à deux ou à trois sur une moto», explique Paul Musende, lieutenant colonel du GIM. Ces faux taximen dépouillent leurs clients dans des endroits isolés ou sombres. «Au début de la patrouille en janvier, on arrêtait une trentaine de motos chaque nuit. On en arrête aujourd'hui difficilement cinq», ajoute P. Musende.

Mais certains taximen sont mécontents d'être assimilés aux voleurs. Ils estiment seulement qu'ils gagnent plus en transportant plus d'une personne. Pour les propriétaires de moto, comme monsieur Awule, ces manières de faire abiment vite les engins et «le conducteur viole le Code de la route».

**David Malisi**

# Des monuments qui ne reflètent pas l'histoire de la ville

**Beaucoup de monuments construits en ville laissent perplexes les Boyomais. Certains sont couverts de publicité ou sans signification, parfois inachevés, la plupart du temps pas entretenus... Alors pourquoi tant d'argent dépensé ?**

Depuis deux ans, de nombreux monuments ont été construits sur les ronds-points de la ville à l'initiative des communes, de la mairie, du gouvernement provincial ou des privés, surtout à la veille de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance : au rond-point du canon, au rond point dépôt «Makayabo»(poissonnerie), sur les 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> avenues de la commune Tshopo, le monument dédié à la femme non loin du stadium hellénique...

Cependant, ces ouvrages publics ne font pas l'unanimité au sein de la population quant à leur qualité artistique et leur signification. Sur la 14<sup>ème</sup> avenue de la Tshopo, c'est un simple cube de béton surélevé sans buste avec des écrits en mémoire du président Laurent Désiré Kabila. Lors de la commémoration de son 10<sup>ème</sup> anniversaire, le Gouverneur de province lui-même a demandé qu'on érige prochainement un monument plus digne de lui.

«Un monument rend hommage ou perpétue le souvenir d'une personne ou d'un fait important. Mais je ne sais pas ce que rappelle ce jet d'eau placé au rond-point du canon. Pourquoi ne pas replacer un canon ici qui nous rappelle la victoire de nos vaillants soldats à Asoso et Saio pendant la Deuxième guerre mondiale», s'interroge un habitant venu admirer l'ouvrage. D'autres monuments sont peints aux couleurs des sociétés brassicoles et de télécommunication. Celui du flambeau du M.P.R au rond-point du pont Tshopo est recouvert des couleurs de la bière Primus.

En février dernier, quelques jeunes de la commune Mangobo ont menacé de détruire le monument de P.E. Lumumba situé au rond-point Sisi kwa sisi. Car, «ce monument ne reflète pas l'image du héros national. L'architecte ne l'a pas bien repris», estime un jeune trouvé sur le lieu. «La population estime qu'il s'agit d'une caricature de Lumumba», affirme Marie Bahamoko, bourgmestre adjointe de Mangobo.

## Des monuments non achevés et pas entretenus

«C'est à la veille de la fête du 8 mars qu'on a désherbé le monument de la femme», s'indigne une maman devant l'AFRACO lors du défilé. Une fois inaugurés, ces ouvrages souffrent, en effet, d'un manque d'entretien. Pour les communes et la mairie, ils ne sont pas une priorité. Augustin Panamoya, vice-président de l'Assemblée provinciale déplore ainsi que le monument de l'unité érigé à l'entrée de l'Assemblée provinciale ne soit pas entretenu.

D'autres monuments, commencés pour le cinquantenaire, ne sont toujours pas finis. «On n'a plus les moyens pour achever cet ouvrage du rond-point du stade», explique le bourgmestre adjoint de la commune Tshopo. C'est le cas aussi de celui du rond point dépôt «makayabo» ou de celui qui devrait être dénommé



Un monument en construction au rond-point dépôt « Makayabo » © Mongongo

«monument d'échangeur» par le maire sortant devant le magasin ALAKABO au marché central. «C'est l'argent de l'Etat dépensé et qu'on abandonne. En plus, ça perturbe la circulation au marché», déplore Delvaux Atenyi, membre de la Société civile forte du Congo (Socifor). Pour l'actuel maire Augustin Osumaka, «une étude sera faite avec les services spécialisés pour voir s'il faut continuer, car on ne doit pas remplir la ville des monuments qui ne sont pas symboliques».

Autre problème : certains de ces monuments sont construits sur des sites inappropriés. «Il y a un collecteur d'eau en dessous du monument construit devant le dépôt makayabo. La place du monument de Stanley et le monument roi Baudouin en face de Building Lengema est envahie de nganda», regrette Yaniongo Fertunat, chef de division de l'Urbanisme. Selon le député provincial, Jean Michel Bondekwe, «Chaque autorité veut attirer la sympathie de la population. Mais une œuvre d'art doit représenter l'histoire d'un pays et doit être placée dans un endroit stratégique».

Natacha Kongolo

## Bafwasende

# Des Pygmées essaient de vivre comme et avec les Bantus

**À Bafwasende, des Pygmées essaient de vivre comme et avec les Bantus. Amenés par des Ong ou venus de leur plein gré, ils scolarisent leurs enfants, travaillent pour les Bantus, jouent au foot avec eux... Cependant, certains ont du mal à vivre loin de la forêt et y retournent**

Bonjour messieurs les visiteurs...», en chœur, les jeunes Pygmées en train d'étudier ont ainsi salué, au signal de leur enseignant, l'arrivée des reporters de Mongongo. Nous sommes dans la cité de Bafwasende à 262 Km de Kisangani. En 2008, l'Eglise Mission vie nouvelle a fait venir de Bomili, un village à 95 km de là, une soixantaine de Pygmées (adultes et enfants) pour les alphabétiser et suivre une formation biblique. Le séjour, la ration, l'instruction, etc. sont à la charge de cette Eglise financée par sa direction en Allemagne.

Six cases en terre battue et en chaume servent de dortoirs. Devant les cases, sous une bâche rouge, 22 élèves sur les 24 inscrits dont cinq filles suivent les cours. «Ils sont toujours ponctuels et réguliers. Sauf quand ils sont malades», lâche Stanley Kambi, qui enseigne ces Pygmées et ancien directeur d'école du village d'où ils viennent. En cette période d'examen, un texte au tableau constitue l'unique question du jour. Ils en sont à leur deuxième année et les enseignements se font en swahili, kimbutu (la dialecte des Pygmées) et quelque peu en français. Aidée par l'enseignant, une fille s'exprime en swahili. «Je veux étudier pour devenir maîtresse des Pygmées et Bantus». Ces jeunes ont entre 12 et 20 ans et n'ont jamais étudié. Parmi eux, un père de famille venu avec sa femme et ses deux enfants. «Nous les remettons à niveau pour qu'après trois ans, ils passent l'examen pour obtenir le certificat de fin d'études primaires», explique l'enseignant.

À 16h, les adultes apprennent à lire la Bible. Sengi, un des élèves, participe

à une émission à la Radio Alliance de Bafwasende au cours de laquelle il traduit dans son dialecte un message sur la révision du fichier électoral donné par un Bantu. Le week-end, ces jeunes Pygmées livrent des matchs de football contre les jeunes Bantus. «Ils ont souvent battu deux des trois équipes de jeunes Bantus ici», apprécie un habitant. «Ce sont de bons joueurs», admire un autre. Lors des cultes de leur Eglise, on les entend scander des cantiques à l'émerveillement de tous.

## Attirés par les Eglises

Peu à peu, les Pygmées vivent la vie des Bantus. Au PK23 sur la route Bomili, six enfants pygmées, dans une école, sont jugés plus brillants que leurs condisciples bantus qui étudient avec eux. Certains parents pygmées qui vivent dans les périphéries des villages de Bomili, Bafwazana, Avakubi poussent leurs enfants à aller à l'école. Selon Philémon Tangbo du Réseau des populations autochtones pour la gestion durable des écosystèmes forestiers en RDC (REPALEF), c'est le résultat de sensibilisations menées par son association

en faveur de la cohabitation et de la sédentarisation. «S'ils n'étudient pas, ils n'auront pas de cadres», insiste-t-il. «Nous avons amené les adultes pygmées pour les évangéliser», confie An-



Les jeunes Pygmées sous une bâche servant de salle de classe à Bafwasende © Mongongo

dré Molua, pasteur de l'Eglise Mission vie nouvelle. Un autre groupe est venu à la suite de l'un d'eux promu Révérend pasteur après sa formation biblique à l'Eglise CCA16 qui a ouvert une paroisse à Bafwasende. Ceux qui vivent dans la périphérie de la cité viennent d'eux-mêmes et constituent une main d'œuvre peu chère et appréciée pour transporter sur la tête ou le dos des marchandises dans l'arrière pays ou pour de petits travaux des champs des Bantus.

## Difficile d'être loin de la forêt

Très attachés à la nature, les Pygmées ont cependant du mal à s'adapter et une prise en charge insuffisante ren-

draît difficile leur vie loin de la forêt. La viande, leur aliment de base, ne tombe qu'occasionnellement dans leurs assiettes. «Ils mangent le riz, les haricots, ... que nous mangeons tous», dit le Pasteur. Du coup, ils sont nombreux à regagner la forêt, seuls 24 des 60 amenées par le pasteur sont encore là. «Chez nous on a des vêtements, des baskets, ... mais, ici, on ne trouve qu'à manger», explique en swahili une des élèves. Ceux qui commencent le cycle primaire ne le finissent pas, constate Ph. Tangbo. «Quand ils arrivent en 5<sup>ème</sup>, comme par instinct, tous retournent dans la forêt».

Un peu plus loin, à 200 m de la grand-route sur la colline, sur financement de la Banque mondiale, l'Ong Océan a construit une école, de niveau secondaire, des métiers pour les Pygmées où ils apprendront la couture, la menuiserie et la maçonnerie, selon Pascal Alotadi, administrateur assistant du territoire. Nous voyant venir, une des femmes pygmées qui habitent sur la colline, nous prend pour des membres d'une Ong : «Il faut nous amener du sel, du café, du sucre... sinon on rentrera chez nous. Ne venez pas vous remplir les ventres à nos dépens. Ça fait deux ans qu'on souffre !», Clément Aoyi, Président de la société civile de Bafwasende, assure ignorer ce qui se passe entre ces Ongs et ces Pygmées car ces derniers ne se présentent même pas aux autorités. Même l'administrateur affirme ne rien savoir de leur nombre ni de ce qu'on fait d'eux...

Trésor Boyongo

# Mosala mozali kotambola na bolembu o Assemblee provinciale ya etuka ya monyele

**Banda bafungolaki likita na sanza ya yambo, misala mizali kotambola na bolembu o assemblée ya etuka ya monyele : ba-député bazali kokoma te zambi bazali kofutama te, bazali kozongisa misala bapesaki bango te mpe bazangi makoki mpo ya mosala.**

**N**a poso moko, ba-ministre banei bautaki koyanola na mituna ba-député batunaki bango likolo lya mobulu bamonoki mpo ya botekisi essence na pitilo, lifuta lya basali baleyeta, biloko bya balakisi bipesami na mwasi ya Tata mokambi wa ekolo...Mokambi wa etuka akoya koyanola likolo lya bokeli RTPO ( Régie des travaux de la province orientale ). Motuna moye mouti na député Dieudonné Apasa wa territoire ya Watsa mpe likita lya 7 /03/2011 lindimaki lyango. Ezali likita lya yambo ba-député bakomaki mingi lokola ba-député 72 likolo lya 96. « *Ezali likita lya yambo likokisi motango mwa ba-député* », lokola Philippe Masiki mokambi wa bango ayebisi. Député Urbain Agenonga ya Mahangi asengaki na bakonzi ba assemblée 'te bakoka kosalela mibeko mizali kokamba bango na ntina 'te ba-député batika kozanga o makita. Banda bazongelaki makita na sanza ya yambo, assemblée provinciale ezali na mikakatano mpo ya kosala mosala ndenge esengeli. Makita 6 likolo lya 11 mazangaki zambi motango mwa ba-dé-

puté ekokaki te. Nsima ya koyoka mbela ya mokambi wa bango, ba-député babandi kozongela makita mpe kokisa ntomo ya bango. Baike kati na bango batelanganaki na territoire ya bango zambi batindelaki bango ticket na ntango te. Basusu bazalaki kobela to batindamaki kosala mosala songolo mpe mingi bazalaki lisusu na mposa ya mosala te. « *Soko mbongo ezali te manso mana makoki kokoma* » eyebisi J.M. Bondekwe, député ya Kisangani. Paulin Odiane, député ya Rungu na Haut-uélé alobi 'te eloko moko ya kosala ezali lisusu te awa balongaki te konongo misala mbula matari ya etuka esalaki. René Sileki, vice-président ya société civile ayebisi 'te soko bonongi bozali kosalema te, esengeli basala mosala mosusu esika 'te bakota makita bobele mpo ya kokamata mibeko.

## **Mbongo te, rapport mpe te**

Ata bakomi mingi o likita mosala mozali kotambola te. « *Tozwi bobele rapport moko epai ya ba-député banda tofungolaki likita liye* » elobi Phi-

lippe Masikini ntango bazalaki o likita. Liyebisi lya mwa 22/02/ lilakisi 'te etikali rapport 6 ba-député bazongisa yango. Kati na rapport ezalami etikali ya mosolo mpe PAJ ( Politique, Administrative et Juridique ) mpe bayoka biyano mokambi wa kala wa engumba Kisangani apesaki likolo na yango. Député Barthélemy Mayonga mokambi wa lisanga liye alobi 'te maloba ma nsuka ma oyo alandaki likambo liye mazwami o bilo y a commission. Ba-rapport misusu etali mombongo ya kokata mpe koteka nzete mpe boluki mosolo mpo ya kobatela zamba ezali naino kotelengana. Pascal Mombi rapporteur ya assemblée ayebisi 'te soko bandimi kokamata mibeko mina noki te, ekopesa nzela 'te mobulu mozala na lolenge bazali kokata zamba mpe manso mana ekopesa litomba na libenga lya etuka te.

Ba-député bayebisi 'te bakomi na bolembu mpo ya kopesa rapport ya bango zambi bazangi prime, bazangi papier mpo na kokoma ndenge bamonoki makambo.

« *Banda makita mabale maleki, assemblée ezangi mosolo mpo ya kosala mosala* » elobi Jean Michel Bondekwe. Rapporteur wa assemblée alobi 'te wana ezali kokakatano monene bazali na yango. Abakisi lisusu 'te bazali kobika ntango mosusu na lisalisi liutaka na mbula matari ya etuka. Lifuta mpe mosolo mpo ya mosala moutaka na Kinshasa, mpe eleki pene na mbula mombimba bazwaka eloko lisusu te.

Kasi Pierre Claver Bedidjo député ya Djugu akundoleli baninga baye na bolobaka boye : « *Tozali na lotomo la koyebisa bana nsomi maye tozali kosala zambi toponamaki na bango mpe bazali kotala boni boni tozali kosala mosala* ».

Trésor Boyongo

## **Café-Presses rapproche les journalistes et leurs sources d'information**

Depuis 19 février des politiques et acteurs de la société civile, des ongs défilent devant la presse de Kisangani à l'initiative de Médias pour la Paix et la Démocratie (Mepad), éditeur de Mongongo, qui milite pour la promotion d'un journalisme indépendant, responsable et non partisan. Mepad a commencé à réunir régulièrement au cours d'un Café-Presses les professionnels des médias et les sources d'informations afin de réduire la distance entre ces deux groupes.

Mepad est parti du constat que nombreux responsables des services étatiques et paraétatiques, des Ong, des associations... se plaignent de manquer de budget pour aborder la presse. D'autre part, la majorité des rédactions ne dispose pas de moyens pour le déplacement des journalistes vers les sources d'informations. Ce qui prive ainsi les journalistes et surtout la population d'informations crédibles et viole le droit à l'information, surtout en cette période électorale.

Le premier Café-Presses, le 19 février, a porté « *sur l'état de lieux du processus électoral dans la Province orientale* ». Le coordonnateur provincial de la CENI/CEI, Jean Pierre Makakaro a souligné que les kits électoraux et le carburant sont déjà dans les sites pour commencer la révision du fichier électoral en fin mars. Il a en outre reconnu l'insécurité dans les territoires de Haut et Bas Uele qui pèse sur le processus

Selon le maire de la ville, qui a échangé le 4 mars dernier avec les journalistes pour la première fois pendant 2h, « *une communauté qui manque d'information est appelée à disparaître* ». Augustin Osumaka invite les journalistes à respecter les normes déontologiques : surtout à rester objectifs, ce qui n'est pas le cas dans les médias, ajoutant « *si un organe dérape cela risque de salir toute la presse* ». Il estime que « *tout ce que nous faisons n'est pas relayé au niveau national. Parfois la presse est difficile à recevoir parce qu'elle demande trop l'argent, et quand on en a pas il nous est difficile de la recevoir...* ». Le prochain Café-Presses prévu ce samedi 19 mars porte sur l'épidémie de choléra qui sévit dans la ville de Kisangani avec comme invité le médecin inspecteur provincial.

## **ECHOS DE PROVINCE**

### **Isangi : le 8 mars utilisé par les candidats**

Dans la foule des femmes qui ont défilé le 8 mars, la majorité était vêtue de t-shirts avec la mention et l'effigie d'hommes politiques. Même les femmes des Eglises. « *La femme aussi construit la nation...* », scandaient les femmes pendant le défilé. Ce sont des députés et autres hommes politiques, hommes et femmes d'affaires qui avaient fait ces dons. « *Pour la première fois, nous avons payé plus de 50 caisses de bières pour la fête de réjouissance après le défilé* », affirme Véronique Sooni, présidente du comité d'organisation de la fête de 8 mars. Selon son discours, les femmes ont décidé de soutenir les candidatures de femmes aux élections prochaines. Raison pour laquelle elle a invité les femmes en âge de voter à se faire enregistrer massivement lors de la prochaine révision du fichier électoral. « *Porter un t-shirt ne signifie pas qu'on votera pour son donateur* », affirmait cependant une femme à la sortie de défilé

Joseph Bassay

### **Bunia : les viols continuent**

Une vieille maman âgée de 83 ans a été violée en plein jour le 8 mars dernier à environ 3 km de Gety, village situé à 140 km de Bunia... Depuis le début de l'année, cinq viols ont été enregistrés à Bunia. Le 4 février, au quartier Muzipela, un homme d'une quarantaine a violé sa propre fille de 5 ans, chez lui, en l'absence de son épouse qui était au marché. Il est en prison. En janvier, à Bambu (environ 45 km au sud-ouest de Bunia) un directeur d'école primaire a rendu grosse une élève de 5<sup>ème</sup> année âgée de 14 ans, qu'il a épousée après un arrangement entre les deux familles. Le même mois à Mungwalu, cité minière située à 82 km au

sud-ouest de Bunia, un homme de 35 ans a violé une fillette de 2 ans. Interrogé par l'OPJ, il avoue que c'était une des conditions donnée par un charlatan pour qu'il gagne un kilo d'or. En 2010, 372 violences sexuelles ont été enregistrées dont 81 seulement déferées en justice. Parmi les auteurs de ces viols, on note les enseignants, les élèves entre eux, les creuseurs miniers, les militaires et les ex-combattants des groupes armés... Certains hommes prennent même en mariage des filles mineures moyennant de l'argent ou un kilo d'or.

Ousmane Sylla

### **Ubundu, difficile reprise de trafic ferroviaire concurrencé par les camions**

Depuis le 14 février, la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) a repris le trafic entre Kisangani et Ubundu (128 km) après sept mois d'interruption. Les panes de deux locomotives ont été réparées. « *Nous faisons 8h Kisangani-Ubundu au lieu de 30h* », dit Émile Uchudi, directeur de la SNCC qui estime que la durée du trajet pourrait encore baisser. Une aubaine pour les commerçants qui payent désormais 6300 fc par passager la moitié du tarif appliqué avant. Toutefois les gens qui ont perdu le goût de voyager en train hésitent encore. Le train du 12 mars dernier a quitté Ubundu avec cinq passagers à bord et deux wagons transportant de l'huile de palme, des sacs de paddy, des paniers de poissons fumés et de la viande de chasse...

Beaucoup de commerçants, soulagés de cette reprise préfèrent cependant voyager en camion ce qui prend environ 5h et mettent leurs marchandise dans le train.

Fidèle Utula

## **MONGONGO**

Journal école de Kisangani

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

### **Editeur, rédacteur en chef :**

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

### **Secrétariat de rédaction :**

Pepe Mikwa

### **Equipe rédactionnelle :**

Trésor Boyongo, Christian Uzilo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, David Malisi, John Sindani, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Odette Kaseka, Lyly Bendea, (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

### **Correspondants en province :**

**Isangi :** Joseph Bassay

**Ubundu :** Fidèle Utula

**Bondo :** Vermont Kote

**Isiro :** Richard Tandro

**Buta :** Collard Limbombe

**Bunia :** Ousmane Sylla

### **Traduction :**

**Lingala :** Pierre Komba

**Swahili :** Jean Fundi

**Dessin :** Roger Bamungu

### **Distribution, marketing et maquette :**

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

### **Supervision et formation :**

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

**Abonnement annuel** (24 numéros) 20 \$.

**Abonnement de soutien** 50 \$ minimum.

**Points de vente :** Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani